

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 74 (1982)
Heft: 2

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le deuxième pilier:

Ce qu'il devient – ce qu'il devrait être

Fritz Leuthy

En 1972, le peuple a accepté à une forte majorité un article constitutionnel 34^{quater}, donnant mandat au Conseil fédéral et au Parlement d'instituer une prévoyance professionnelle obligatoire. A cet effet, les employeurs doivent être tenus «d'assurer leur personnel auprès d'une institution de prévoyance... et à prendre en charge au moins la moitié des cotisations». La loi «fixera les exigences minimales auxquelles ces institutions doivent satisfaire». Conjointement avec la rente AVS ou AI, les prestations de la prévoyance professionnelle doivent permettre aux assurés de «maintenir de façon appropriée leur train de vie antérieur». Une disposition constitutionnelle transitoire stipule que la loi doit garantir aux assurés de la génération d'entrée (toutes les personnes âgées de plus de 25 ans au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur la prévoyance professionnelle), dans un délai de 10 à 20 ans déjà, les prestations minimales fixées par la loi.

Aujourd'hui, dix ans après cette votation populaire, les débats parlementaires sur l'aménagement du deuxième pilier touchent à leur fin. Dans l'intervalle, le Parlement a rejeté un projet de loi du Conseil fédéral conforme au mandat constitutionnel. A ce projet, le Conseil des Etats a opposé sa propre conception. La majorité du Conseil national s'y est ralliée. La loi issue de cette conception devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1983 au plus tôt. Elle touche directement tous les salariés, qu'ils soient membres ou non d'une caisse de pensions.